

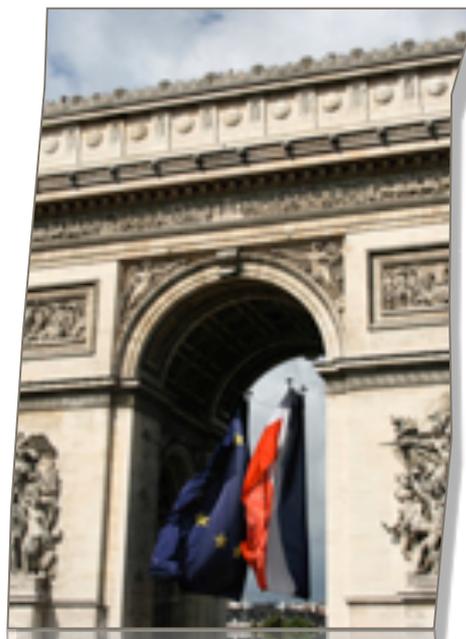
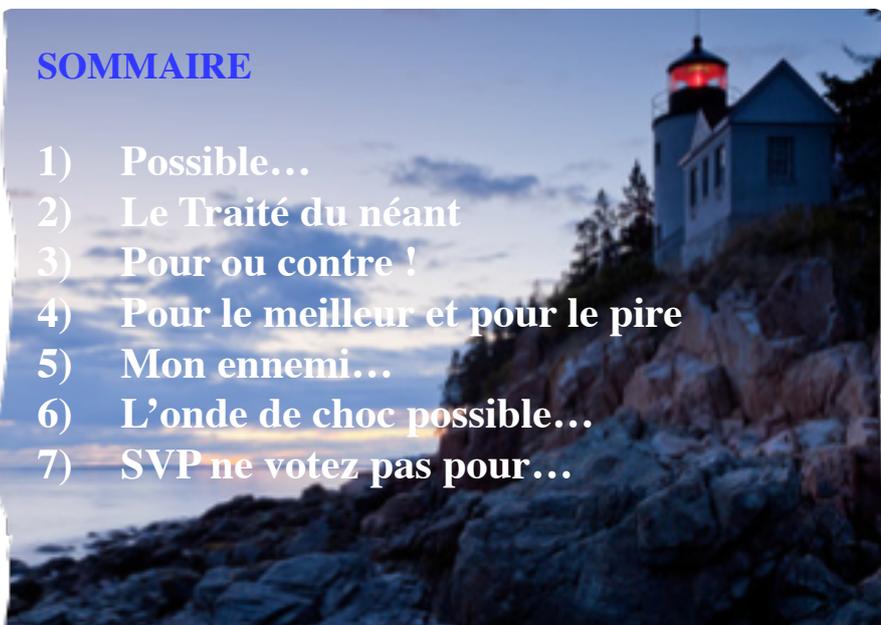
# LA PRESSE EN REVUE...



**MARDI 20 MAI 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Possible...
- 2) Le Traité du néant
- 3) Pour ou contre !
- 4) Pour le meilleur et pour le pire
- 5) Mon ennemi...
- 6) L'onde de choc possible...
- 7) SVP ne votez pas pour...



G.Diez La Presse en Revue

**I) Peillon : "Le 25 mai, on peut passer d'une Europe de droite à une Europe de gauche"**



Vincent Peillon pendant la campagne européenne, le 10 mai. Pascal Fayolle/SIPA

A une semaine des élections européennes, Vincent Peillon, tête de liste socialiste pour la circonscription Sud-Est, défend une Union européenne "plus fédérale". Interview.

Un sondage Ifop publié fin avril le donnait à la traîne derrière l'UMP et le Front national. Mais à une semaine des élections européennes, qui se tiendront dimanche 25 mai, Vincent Peillon a l'impression que le débat est enfin "en train de se nouer".

L'ancien ministre de l'Education nationale, devenu tête de liste socialiste pour la région Sud-Est se refuse aujourd'hui à tout commentaire concernant la politique gouvernementale. Nulle envie, par exemple, d'avoir à revenir sur la réforme des rythmes scolaires qu'il a initiée, et qui a provoqué sa sortie du gouvernement en avril dernier.

Ses prises de parole sont à présent tournées vers la remobilisation d'un l'électorat de gauche encore traumatisé par les municipales de mars, la lutte contre la poussée des europhobes, et la relance du processus d'intégration européen. Interview.

### **A une semaine du scrutin, comment sentez-vous ces élections ?**

- J'ai l'impression que le débat qui faisait auparavant totalement défaut est en train doucement de se nouer... enfin, à une semaine du scrutin ! C'est dommage, car ce que je constate c'est que plus on parle d'Europe avec nos citoyens, plus ça les intéresse, et plus les doctrines europhobes qui se nourrissent de l'ignorance reculent.

En France, ces élections européennes ont eu droit à un espace extrêmement restreint sur l'agenda politico-médiatique. Entre les municipales, le remaniement, les différents dossiers de politique nationale, l'Europe n'a pas le débat qu'elle mérite.

Quand on mesure l'importance qui est la sienne dans nos vies quotidiennes et sur notre destin collectif, c'est un déni de démocratie. Comme ce refus de diffuser sur les chaînes de service public le débat entre les candidats à la présidence de la Commission européenne. Une chose est sûre : en refusant de parler d'Europe, en refusant d'éclairer

nos concitoyens, on contribue toujours à l'avancée des idées europhobes et on dessert la démocratie.

Justement, le FN est devant votre liste dans les sondages, comment l'interprétez-vous ?

- Il faut toujours craindre que l'histoire se répète. Nous assistons à une forme de somnambulisme propice à la montée du Front national. La recette de ce parti est toujours la même depuis que l'extrême-droite existe : il s'agit d'attiser les peurs, de désigner des boucs émissaires, de propager la haine de l'autre.

Il n'y a pas de nouveau FN. Ce sont Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch qui sont candidats dans ma région, bref, le très vieux Front national. Et Marine le Pen reprend leurs thèmes, avec cette obsession de l'immigration, de l'étranger, qui a toujours été le fond de commerce des racistes.

La préférence nationale par exemple... Imaginez que tous les pays fassent cela. On voit déjà ce que cela peut donner au niveau européen, où les nationalistes sont incapables de se mettre d'accord entre eux.

Mais ce qui est terrible, c'est la complaisance des uns et des autres à ces thèmes. Alors qu'ils ne feront que 20% au plus au plan européen, ce qui est déjà beaucoup trop, qu'ils n'ont aucune chance - et tant mieux - de diriger l'Europe, qu'ils ne proposent aucune solution aux défis de l'avenir, ils occupent le centre des commentaires et imposent presque l'agenda médiatique.

L'heure est grave. Il y a une trahison des nouveaux clercs cathodiques et des élites de papier, sans compter quelques politiques, à droite et parfois à gauche qui ont une fâcheuse tendance à s'égarer au moins dans le verbe et le ton.

Aucun républicain ne peut s'exonérer de sa responsabilité. Si le FN arrivait en tête, c'est qu'ils ne se seront pas mobilisés. L'abstention n'est pas une excuse. Le Front national se nourrit des démissions des démocrates.

La plupart des citoyens qui s'abstiennent le font aussi parce qu'ils ne comprennent rien à l'Union européenne...

- J'ai en effet découvert pendant ma campagne que certains citoyens ne savaient pas que l'Europe était gouvernée par la droite depuis dix ans. Ou que le président de la Commission européenne est

José Manuel Baroso. On leur a bien caché.

L'Europe est donc victime de notre propre médiocrité. Mais elle n'est pas la seule. Si on essayait en France d'informer les citoyens sur les vrais sujets plutôt que de faire de l'affrontement médiatique systématique, en opposant petites phrases à petites phrases, pensées courtes à pensées courtes, je pense qu'on n'en serait pas là.

Il en va de l'Europe comme du reste : elle n'est ni mieux ni plus mal traitée que notre économie ou notre école ou notre emploi. Le vrai débat, l'enjeu du vote du 25 mai, c'est le choix entre une Europe de droite, celle de Jean-Claude Juncker et de José Manuel Baroso, c'est-à-dire la continuité, où une Europe de gauche, avec Martin Schulz.

Ce débat entre la gauche et la droite, la droite française l'a esquivé en permanence en n'assumant pas son bilan. On voit même Monsieur Lamassoure faire campagne en réclamant qu'on lui donne le pouvoir qu'il a déjà avec ses amis. Faut oser ! Il faut changer l'Europe, et donner une majorité à la gauche pour le faire. Je souhaite d'ailleurs que Martin Schulz propose à toute la gauche et aux écologistes une majorité de progrès, claire et volontaire, capable de créer une nouvelle dynamique européenne.

Le 25 mai, on ne vote pas pour ou contre l'Europe, on ne passe pas non plus de l'ombre à la lumière. Mais on peut passer d'une Europe de droite à une Europe de gauche. C'est l'enjeu du scrutin, et c'est sans doute aussi un espoir qui peut mobiliser.

Quels "vrais sujets" souhaitez-vous porter à Bruxelles ?

- L'agenda restera économique et social. Pour sortir de la crise, il faut une Europe plus fédérale et plus puissante : pilotage de l'économie, budget, harmonisation sociale et fiscale, communauté européenne de l'énergie, lutte contre l'évasion fiscale... L'Europe souffre d'abord d'une absence d'Europe, d'un manque de puissance et d'ambition. Quand on prône un repli sur les nations, c'est comme si on voulait soigner quelqu'un de malade en proposant de l'achever.

C'est l'inverse dont nous avons besoin. Plus d'intégration passe par la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, d'un salaire minimum, de politiques industrielles, mais aussi par le développement d'une culture commune, d'un esprit public européen et d'un espace public

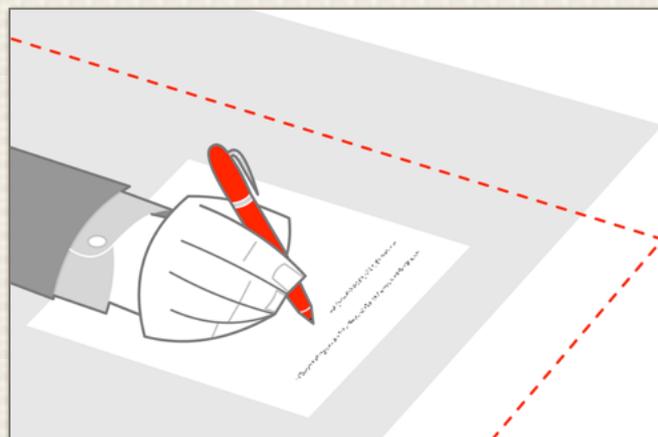
commun.

Pour ce qui me concerne, je continuerai aussi mon travail pour faire que l'Europe se développe vers son Sud, de l'autre côté de la Méditerranée, en favorisant les échanges et le développement.

Propos recueillis par Clément Quintard - Le Nouvel Observateur

## II) Traité transatlantique : assez de démagogie !

Henri WEBER député européen, directeur des études européennes auprès du premier secrétaire du Parti socialiste



(Illustration Stefano Rossetto)

Contrairement aux charges d'EE-LV et du Parti de gauche, les négociations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis n'aboutiront pas à l'imposition des normes américaines en Europe.

L'extrême gauche et EE-LV ont choisi de faire des négociations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis leur principal point de clivage avec le Parti socialiste et leur argument majeur de campagne. A les en croire, le Traité transatlantique d'investissement et de commerce (TTIP), conduirait à l'alignement des Européens sur les normes alimentaires, sanitaires, sociales et environnementales en vigueur de l'autre côté de l'Atlantique. Marine Le Pen leur fait écho : «Cela signifie que demain, vous et vos familles pourriez manger du bœuf aux hormones, du poulet à la Javel, du porc à la ractopamine, les OGM cultivés en masse aux Etats-Unis.»

Il s'agit d'attiser des peurs pour engranger des

voix, au mépris du respect le plus élémentaire de la vérité. Nous y sommes habitués de la part du Front national et du Front de gauche, c'est plus décevant venant des Verts.

Cette charge des extrêmes fait pudiquement silence sur trois réalités qui méritent pourtant d'être portées à la connaissance des électeurs. La première concerne le processus de décision. S'agissant du TTIP, c'est la Commission qui négocie, mais ce n'est pas elle qui décide. Une fois conclu, l'accord devra être approuvé à l'unanimité par le Conseil des chefs d'Etats et de gouvernement ; puis à la majorité par le Parlement européen, et enfin par chacun des Parlements nationaux des 28 Etats membres. Si le Traité ne convient pas aux Européens, ils disposent de trois instances pour le retoquer.

Le Parlement européen a déjà exercé son droit de veto en rejetant le traité Acta sur la contrefaçon ou l'accord Swift sur la protection des données personnelles. L'accord transatlantique sera mutuellement avantageux pour les deux parties ou bien il ne verra pas le jour.

Seconde réalité occultée : Karel de Gucht, commissaire au Commerce, négocie au nom de l'Union –on ne peut pas négocier à 28 !–, mais il n'a pas carte blanche ! Le Parlement a voté une résolution sur le mandat de négociation, le 23 mai 2013, définissant les conditions d'un éventuel accord. La plupart d'entre elles ont été reprises dans le mandat de négociation que le Conseil a confié à la Commission. «Le respect de nos choix collectifs en matière d'OGM, de clonage et de santé, celui du principe de précaution» est exigé à l'article 25 de ce mandat. Cela n'empêche pas les Verts et le Front de gauche d'agiter le spectre des poulets à la javel dans nos assiettes ! Il en va de même pour les droits des travailleurs (article 32), la défense de la propriété intellectuelle et des indications géographiques de nos produits (article 29 du mandat).

Les députés socialistes ont beaucoup contribué à améliorer le mandat de négociation. Sur les points évoqués plus haut, mais aussi sur l'exception culturelle. Mon amendement excluant les services audiovisuels du champ des négociations a été voté par deux tiers des députés et repris dans le mandat au terme d'un bras de fer avec la Commission. Nous nous sommes abstenus cependant sur le vote final de la résolution en séance plénière, parce qu'en raison de la position de la droite européenne, nous n'avons pas réussi à faire

inscrire le rejet du mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats des termes de la négociation. Notre opposition à ce système qui peut privilégier les multinationales au détriment des politiques publiques figure en bonne place parmi les sept conditions adoptées par le groupe parlementaire socialiste le 16 avril dernier comme préalable à son approbation de l'accord final.

Enfin, les opposants par principe au Traité transatlantique de commerce et d'investissement se gardent bien d'évoquer les raisons pour lesquelles les 28 chefs d'Etat et de gouvernement, qui ne sont pas tous des valets de l'impérialisme yankee, et une majorité d'organisations professionnelles, qui ne sont pas toutes suicidaires, ont décidé d'engager ce marathon commercial.

Dans ces négociations, les Européens poursuivent trois objectifs : réduire le déséquilibre commercial existant entre l'Union européenne et les Etats-Unis, concernant l'accès aux marchés publics. Ceux des Européens sont ouverts à 85% aux soumissionnaires étrangers. Ceux des Américains ne le sont qu'à 35%. Le juste échange, c'est la réciprocité et l'équilibre entre puissances de même niveau. Il faut donc rééquilibrer.

Second objectif : réduire progressivement les droits de douane, à l'exception des secteurs sensibles pour nos économies et atténuer les barrières non-tarifaires injustifiées (standards, certifications...) qui pénalisent l'entrée de nos biens et de nos services sur le marché américain. Faire aussi reconnaître par les Américains nos indications géographiques (AOP, AOC) qui font la richesse de nos terroirs et les protéger.

Le troisième objectif est géopolitique : il s'agit de préserver le pouvoir normatif qu'exercent pour l'essentiel les Européens et les Américains et que revendiquent de plus en plus efficacement les grands émergents, et, en premier lieu, la Chine. Qui définira les normes de la future voiture électrique, des produits agroalimentaires, de la galaxie Internet, des Télécommunications? Il vaut mieux que ce soient des Etats de droit et des démocraties, plutôt que des pouvoirs autoritaires ou despotiques, insensibles aux revendications des consommateurs, des salariés, des citoyens. Ce pouvoir normatif est de toute façon destiné à être partagé, on le voit bien à l'OMC. Mais précisément pour cela, il est bon que les Européens et les Américains unissent leurs forces.

Ensemble, ils représentent 40% des échanges mondiaux et près de la moitié de la production mondiale. Si nous nous entendons sur des règles communes, celles-ci inspireront les normes de l'ensemble de la planète.

Il n'y a aucune raison de croire que les Américains vont nous imposer unilatéralement les leurs, sinon notre sempiternel complexe d'infériorité, notre «franco scepticisme», comme disait Jacques Delors. Ce défaitisme dépressif n'habite pas la plupart des autres pays européens. C'est pourquoi nous nous trouverions bien seuls, si d'aventure nous acquiescions à l'exhortation des Verts et du Front de Gauche de quitter la table des négociations avec les Etats-Unis, avant même qu'elles n'aient vraiment commencé.

Henri WEBER député européen, directeur des études européennes auprès du premier secrétaire du Parti socialiste

libération.fr

### III) TTIP: qui est pour et qui est contre le traité de libre-échange UE/USA

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Pour ou contre le TTIP, comment se positionnent les partis politiques? | AFP

Dans une campagne aseptisée par la crainte de l'abstention, le TTIP est l'un des rares enjeux à avoir réussi à dépasser le cadre du débat national. Ça ne vous dit rien? Vous en avez sûrement entendu parler sous l'une de ses nombreuses appellations qu'il s'agisse du TTIP (pour Transatlantic trade investment partnership), du traité de libre-échange, traité transatlantique, TAFTA ou encore GMT pour Grand marché transatlantique.

Ce projet visant à créer une vaste zone de libre-

entre l'UE et les Etats-Unis, et dont les négociations à huis clos reprennent ce lundi 16 mai, est de plus en plus contesté en France et en Allemagne comme dans d'autres pays d'Europe.

Selon ses détracteurs, le texte en préparation concentrerait à lui-seul toutes les tares de la mondialisation: défaut de transparence et flou sur le périmètre des négociations, risques pour les normes environnementales et sanitaires de l'UE, crainte de voir les multinationales américaines traîner les Etats européens devant des juridictions arbitrales. Ses partisans affirment au contraire que le traité négocié par la Commission dopera les échanges entre les Etats-Unis et l'Union européenne, entraînant un gain de PIB de 0,5 point pour chacun des pays concernés, voire un gain de 500 euros par foyer (c'est une moyenne).

En France, les partis politiques ont tous pris fait et cause pour ou contre le TTIP. Voici leurs arguments.

#### EELV ET LE FRONT DE GAUCHE: C'EST NIET

C'est un double front du refus qu'opposent à la fois les écologistes et les mélenchonistes au futur traité transatlantique. "Nous refuserons et combattons toutes tentatives d'affaiblir les réglementations nationales et européennes en matière d'environnement et de santé, de protection des travailleurs et des consommateurs et des données", résume l'eurodéputé EELV Yannick Jadot, porte-parole de la campagne écologiste.

Même détermination du côté du Front de Gauche où Jean-Luc Mélenchon revendique avoir alerté l'opinion contre les dangers du TTIP depuis 2008. Après avoir lancé une campagne vidéo loufoque contre le TTIP, les députés communistes défendront ce jeudi 22 mai à l'Assemblée nationale la suspension des négociations dans le cadre d'une résolution en partie vidée de sa substance par le PS.

"Nous demandons dans notre proposition que les Parlements nationaux soient informés et consultés, que le Parlement européen puisse s'exprimer, que la clarté soit faite sur les conflits d'intérêts au niveau des négociateurs", a précisé le patron des députés André Chassaigne.

#### LE PS JOUE SUR LES DEUX TABLEAUX

Officiellement, François Hollande est pour et il

prône même une accélération des négociations. Lors de sa visite d'Etat à Washington, le président de la République avait surpris sa propre majorité en soutenant sans ambiguïté la future zone de libre-échange. Comme s'il voulait prendre de vitesse les détracteurs du projet. "Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations", prévenait-il à l'époque.

Cette ligne est aujourd'hui tenue par la secrétaire d'Etat au Commerce Fleur Pellerin. Selon elle, il faut "dédramatiser" les enjeux du futur traité transatlantique et "rectifier un peu la perception de certains sujets, qui sont présentés de manière inutilement anxiogènes".

Mais face à l'hostilité croissante d'une partie de l'opinion et de la gauche, ces "angoisses" s'expriment désormais ouvertement au sein du gouvernement. "C'est un dossier qui est directement géré par les Commissaires européens qui négocient en notre nom, ce qui est un problème", a souligné Arnaud Montebourg, alors même que les Etats-membres, dont la France, ont confié un mandat à la Commission pour cela. "Nous souhaitons que nos intérêts soient entendus et défendus, c'est une manière de dire que nous n'accepterons pas n'importe quoi", a encore prévenu le ministre de l'Economie.

C'est finalement cette ligne qui est portée par le patron de la gauche européenne, l'Allemand Martin Schulz. S'il appelle à "suspendre ces négociations", ce n'est que le temps des élections européennes. Après, martèle le social-démocrate, "il n'y aura pas d'accord avec les Américains, s'ils ne sont pas prêts à accepter nos standards" sociaux et environnementaux.

### **L'UMP VOTE POUR MAIS DISCRÈTEMENT**

Officiellement, le principe du traité transatlantique est soutenu par le PPE, le Parti populaire européen auquel l'UMP est rattaché. Son candidat à la Commission, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, y est également favorable, même s'il estime qu'il faudrait attendre la fin des élections européennes pour reprendre les négociations.

En France, le parti de Jean-François Copé se fait beaucoup plus discret sur son soutien au projet de libre-échange. Notamment en raison des tensions qui opposent déjà son aile europhile et sa frange souverainiste. "Il faut qu'on arrête d'avoir peur de

tout, tout le temps", a néanmoins plaidé le président de l'UMP lors d'un débat face à Marine Le Pen. "Tout ce qui facilite la réciprocité dans les échanges internationaux va dans le bon sens", estimait-il en décembre dernier.

Dans son programme européen, l'UMP réitère son soutien au projet sous condition de réciprocité et . en excluant la culture et les normes sanitaires du champ des négociations. "Nous assumons que tout ne relève pas du commerce : il y a des biens qui ne sont pas tout à fait comme les autres, notamment ceux liés à la sécurité alimentaire ou à la culture".

"Que l'on ne nous raconte pas des histoires sur le fait que cette négociation va nous obliger à manger du poulet chloré et du bœuf aux hormones, c'est exclu dès le départ!", assure la tête de liste Alain Lamassoure.

### **LE FN DÉNONCE "UNE FOLIE"**

C'est un des angles d'attaques préférés de Marine Le Pen. Un traité symbole de la mondialisation, l'opacité des négociations, le soutien d'une partie de la gauche et de la droite accréditant le sentiment de collusion sont autant d'arguments rêvés pour le Front national qui prédit "une catastrophe pour notre économie, pour notre démocratie et la liberté de nous nourrir comme nous le souhaitons".

"L'objectif de ce Traité est d'harmoniser toutes les normes entre l'Union Européenne et les Etats-Unis : nos normes, nos règles sont l'expression de nos préférences collectives et ne sont pas négociables", martèle Marine Le Pen qui appelle les électeurs à voter pour ses listes afin d'exiger l'arrêt des négociations.

### **LES CENTRISTES TAFTA-SCEPTIQUES**

Malgré leur filiation libérale, les centristes de L'Alternative n'hésitent pas à manifester leur défiance à l'égard du TTIP. Et parfois dans les mêmes termes que les écologistes ou le Front de Gauche.

Le bras droit de François Bayrou, Marielle de Sarnez, tête de liste en Ile-de-France, a fixé des "lignes rouges" avant d'apporter son soutien à la négociation. Critiquant le défaut de transparence des discussions avec les Etats-Unis, elle a également dénoncé un partenariat "au rabais" et "qui mettrait en cause l'exigence des standards de qualité et des normes européennes".

Dans une tribune publiée sur FigaroVox, Jean Arthuis, tête de liste UDI-Modem, a énuméré 7 raisons de s'opposer au TTIP tel qu'il est "actuellement négocié par les Etats-Unis et les autorités européennes".

Cette ligne ne fait toutefois pas l'unanimité dans le groupe centriste européen. Son candidat à la présidence de la Commission, le Belge Guy Verhofstadt, soutient les négociations avec les Etats-Unis même s'il regrette le manque de transparence. Interrogé par Mediapart (lien payant), celui-ci mise sur un accord qui "pourrait générer 120 milliards d'euros chaque année de chiffres d'affaires supplémentaires pour l'UE". Celui-ci veut également inclure une clause de protection des données personnelles après le scandale de la NSA.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

## IV) Les meilleurs eurodéputés français... et les pires



Par Sabine Syfuss-Arnaud

A quelques jours des élections européennes, Challenges a fait évaluer le travail de nos 74 élus. Les résultats sont très contrastés.



Le Parlement européen, à Strasbourg. Bruno Delessard / Challenges

C'est le palmarès des extrêmes. Les bons sont excellents, les derniers très mauvais. A l'occasion des élections européennes du 25 mai, qui portent de lourdes incertitudes politiques (record d'abstention, montée des extrêmes, effritement du PS), Challenges a fait évaluer l'investissement des eurodéputés français. Quels sont, parmi nos

74 élus, les plus travailleurs et les plus influents? Le Groupe des Belles Feuilles, club de réflexion sur les questions européennes, a établi un classement en panachant critères quantitatifs (comme l'assiduité) et qualitatifs (par exemple, l'implication dans le processus législatif, notamment comme rapporteur, une des fonctions cruciales). Premier constat: les plus bûcheurs sont des femmes. Sur la première marche, elles sont trois ex æquo. Et douze dans le Top-20.

### De discrets vainqueurs

Les meilleurs ne sont pas forcément connus dans l'Hexagone. Ainsi, les trois gagnantes, très actives pendant leurs cinq années de mandat: la conservatrice Véronique Mathieu, "non cumularde, toujours présente, transparente, notent les Belles Feuilles. Détentrice du record absolu en termes de rapports législatifs (30)" ; la socialiste Pervenche Berès, "auteure de 11 rapports, 28 avis, et d'une multitude d'amendements sur 195 textes" ; et Marie-Christine Vergiat, du Front de gauche, qui, "bien qu'appartenant à un groupe minoritaire, a été très présente": 665 discours en plénière et 178 rapports amendés.

Pendant la crise, d'autres Français se sont distingués, comme les conservateurs Alain Lamassoure, président de la commission budgétaire, ou Jean-Paul Gauzès, spécialiste de finance internationale. Sont aussi montés au front les écologistes Eva Joly (présidente de la commission pour le Développement), José Bové ou Yannick Jadot, très offensifs sur les accords de libre-échange. Ou encore les libérales Sylvie Goulard (182 rapports amendés) ou Marielle de Sarnez (463 déclarations en plénière). Sans compter l'ultramédiatique Daniel Cohn-Bendit qui, le 9 mai 2012, a électrisé l'hémicycle en dénonçant l'arrivée des néonazis au Parlement grec.

Tout en bas du classement, les Belles Feuilles pointent des "eurodéputés qui ne jouent pas le jeu. Absents, ils ne s'expriment pas. Lorsqu'ils se rendent visibles, c'est souvent sur des sujets locaux bien éloignés de l'Europe". Il s'agit notamment de Jean-Luc Mélenchon et de Marine et Jean-Marie Le Pen, qui font de la chose communautaire un repoussoir.

Elue depuis 1994, la conservatrice Françoise Grossetête se rappelle ses débuts: "J'ai été accueillie par un haut fonctionnaire allemand qui m'a dit: "Vous êtes française? Pour être reconnue ici, il faut beaucoup travailler." J'ai été frappée

qu'il se croie obligé de m'avertir." François Lafond, directeur du think tank EuropaNova, atteste: "Les Français continuent d'avoir mauvaise réputation. Beaucoup ne réalisent pas que le Parlement européen n'est pas une cour de récréation mais une enceinte où le travail est très technique, où il faut être capable de travailler dix heures d'affilée sur un texte ardu. C'est devenu encore plus vrai avec la codécision." Depuis 2009 et le traité de Lisbonne, les eurodéputés sont en effet davantage impliqués dans les questions agricoles, énergétiques, de fonds structurels et de budget.

Parmi les points faibles légendaires des élus français, la maîtrise approximative des langues. Sylvie Goulard fait exception en accordant des interviews en anglais ou en allemand. Et encore, précise-t-elle, elle a choisi une assistante parlementaire britannique, "pour ne pas me faire avoir à cause d'une traduction ambiguë pendant une séance de nuit".

Directeur des études de la Fondation Robert Schuman, Thierry Chopin regrette le manque de constance des élus tricolores. "Comparés à leurs homologues des grands Etats membres, ils exercent en moyenne moins de mandats. Ils sont plus nombreux à cumuler avec un mandat national et plus nombreux aussi à démissionner en cours de route." Le cas de Nora Berra est parlant: en cinq ans, elle a quitté trois fois Strasbourg, deux fois pour devenir secrétaire d'Etat, une fois conseillère régionale.

Trop de candidats par défaut

Passionnante sur le fond, très bien payée (7.956 euros brut par mois plus les indemnités), la fonction d'élu du Parlement européen est souvent dédaignée à Paris. La formule d'un ministre en 2004 est restée célèbre : "Les européennes seront la poubelle des régionales." François Lafond se désole "d'une prédominance des affaires partisans dans le choix des candidats et d'une logique du reclassement, qui n'existe pas ou peu chez les Allemands, les Britanniques ou les Espagnols, où on privilégie la compétence". Sylvie Goulard a dû attendre début mars pour savoir qu'elle sera en position éligible. Et qu'après un premier mandat dans le Grand Ouest elle représentera le Sud-Est. En revanche, la désignation d'anciens ministres battus comme Vincent Peillon, Michèle Alliot-Marie ou Nadine Morano suscite de plus en plus de protestations.

Enjeu supplémentaire des élections cette année: le président de la Commission ne sera plus désigné

par les chefs d'Etat et de gouvernement, mais choisi parmi les vainqueurs du scrutin. Le texte du traité de Lisbonne est ambigu, mais la pression politique du Parlement est si forte que cela paraît inéluctable. Alain Lamassoure insiste: "Même si ça agace prodigieusement les diplomates et les entourages des gouvernants, c'est le Parlement qui va élire Monsieur Europe." Un pouvoir supplémentaire qu'il faudra confirmer.

challenges.fr

## V) Le 25 mai, contestons la domination de la finance en Europe

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité



L'éditorial de Patrick Le Hyaric dans l'Humanité Dimanche. "Plus ils seront nombreux dans le groupe de la gauche européenne, avec notre ami Alexis Tsipras, plus les banquiers, les financiers et les spéculateurs auront du soucis à se faire."

Décidément, tout est fait pour que nos concitoyens ne puissent pas participer au débat préparatoire des élections européennes. Pire, les reportages se multiplient dans les médias radiotélévisés autour d'une progression supposée des forces nationales-populistes qui permet aux deux partis dominants d'organiser la campagne autour d'un positionnement face à l'extrême droite. Pour faire bonne mesure, il arrive aussi assez souvent que le media business alimente cet insupportable amalgame entre l'extrême droite et le Front de gauche. Il en faut de la mauvaise foi pour faire mine de confondre le national-populisme, refusant de commémorer l'abolition de l'esclavage, chassant les aides municipales aux associations et à la culture, fermant des locaux de la Ligue des droits de l'homme, autant d'actes

antirépublicains, avec le Front de gauche qui fait des valeurs de la République et de « l'Humain d'abord » le coeur de son projet.

**Les deux forces dominantes espèrent ainsi faire oublier qu'elles partagent le bilan d'une construction européenne** rejetée par une majorité de nos concitoyens. Le concept imbécile de « lutte contre les extrêmes » devient dès lors le vecteur d'une sorte de vote, prétendument utile, en faveur de l'une ou l'autre des composantes d'un bloc politique central « fréquentable », constitué de l'UMP et du PS, alternant au pouvoir ici et en Europe. Déjà, ils gouvernent ensemble dans plusieurs pays européens, se retrouvent ensemble à la Commission européenne et font les compromis que l'on sait au sein du Parlement européen. Avec, pour credo, la prétention de mener la seule politique possible, celle-là même qui produit les records du chômage, de la précarité et de la récession ! Ce qui favorise partout sur le continent la progression de l'extrême droite. Voilà ce qu'ils espèrent cacher. S'ils y parvenaient et obtenaient un fort niveau d'abstention des milieux populaires, alors ils échapperaient à la sanction qu'ils méritent et auraient les mains libres pour continuer leur politique qui fait si mal au monde du travail et de la création. S'en trouve renforcée la responsabilité des militants progressistes, de toutes celles et tous ceux qui veulent une rupture avec cette construction européenne ultralibérale et la reconstruction d'un nouveau projet européen solidaire, au service des travailleurs, des jeunes, des femmes, des retraités.

**Les jours qui nous séparent du scrutin seront mis à profit pour montrer qu'il s'agit d'élire des députés** qui votent des lois au sein du Parlement européen. Plus ils seront nombreux dans le groupe de la Gauche européenne, avec notre ami Alexis Tsipras, plus les décisions et les votes seront favorables à celles et ceux qui n'ont que leur travail ou leur pension pour vivre. Plus sera entravé le principe de concurrence libre et non faussée, qui pousse au dumping social et fiscal, à la pression, à la baisse des salaires, aux délocalisations, à la protection des paradis fiscaux et à la libre circulation du capital, à la libéralisation de l'électricité ou des transports, avec de négatives conséquences sur la sécurité et les prix. Plus les banquiers, les financiers et les spéculateurs auront du souci à se faire.

Cela vaut le coup d'y réfléchir et, pour une efficacité maximale, de se retrouver sur un vote en faveur des candidates et candidats présentés

par le Front de gauche. Il ne s'agit pas d'y adhérer mais, sans rien renier de sa préférence pour telle ou telle sensibilité de la gauche et de l'écologie, de se déterminer à partir de la démarche et du projet les plus rassembleurs. Le rejet de l'austérité, une autre répartition des richesses, favorable au travail, et une nouvelle manière de produire qui enclencherait un processus de transition environnementale, créateur d'emplois qualifiés, en constituent des axes essentiels. La transformation du système bancaire, à commencer par la Banque centrale européenne, et celle de l'euro permettraient notamment de lancer un grand projet pour les jeunes, élargissant l'accès à Erasmus, mais, au-delà, de transformer tous les emplois précaires en emplois stables, de développer une nouvelle façon de combiner l'éducation et la formation avec l'accès à un travail ou à une activité pour chaque jeune Européen. Un rapport de forces nouveau au sein du Parlement européen donnerait la possibilité de mettre en échec le projet dit de marché transatlantique, cousu main pour les multinationales et le capital financier.

**Au moment où le gouvernement dépose sur la table de la Commission européenne le « programme national de réformes »** que celle-ci lui demande, le vote en faveur des listes Front de gauche permet aux électrices et électeurs qui ont approuvé le refus de l'adopter de ses députés à l'Assemblée nationale, de ceux des Verts et d'une partie du groupe socialiste, de confirmer ensemble leur choix et de le prolonger jusque dans le Parlement européen.

Au nom de la démocratie et de la démocratisation de la construction d'une autre communauté européenne, coopérative et solidaire, respectueuse des souverainetés populaires, avec la mobilisation dans les urnes le 25 mai, il s'agit d'aller vers une union de nations et de peuples associés et souverains, mettant au coeur de tout projet, non plus la finance et la spéculation, mais le bien commun. Non plus la concurrence mais la coopération et la solidarité. Non plus les blocs militaires mais la paix. Non plus la guerre économique et sociale, mais la convergence sociale et écologique vers le haut. Bref, en élisant des députés Front de gauche qui sont des élus au service d'un autre projet, au service des citoyens, chacune et chacun peut s'exprimer pour compter, être respecté et reprendre espoir.

## VI) Elections européennes: ce que va provoquer l'onde de choc Front National



La présidente du Front National compte bien tirer avantage du succès attendu de son parti aux élections européennes

Jean-Christophe Chanut et Romaric Godin

**Le FN pourrait, le 25 mai, arriver en tête des élections européennes, une première pour la France. Un séisme politique dont voici les conséquences, plus ou moins importantes...**

Les sondages se suivent et se ressemblent : le Front National est en passe d'arriver en tête en France lors du scrutin européen du 25 mai. Vendredi 16 mai, par exemple, un sondage LH2/ Nouvel Observateur lui accordait 21% des suffrages, devant l'UMP (20%) et le PS (18%). Ce 19 mai, un autre sondage BVA-Orange pour l'Express, la Presse régionale et France Inter, donne 23% pour le parti de Marine Le Pen, devant l'UMP (21%) et le PS (17%).

Si ces prédictions se confirment, ce serait la première fois que le parti fondé il y a plus de quarante ans par Jean-Marie Le Pen arrive en première position lors d'un scrutin national. Mieux que ce fameux 21 avril 2002 quand le père de Marine Le Pen était arrivé en deuxième position - derrière Jacques Chirac - du premier tour de l'élection présidentielle avec 16,86% des voix, éliminant le candidat PS Lionel Jospin. Quelles seraient à compter du lundi 26 mai les conséquences de ce séisme sur les scènes politique française et européenne ? La donne

serait-elle réellement modifiée ?

Pas d'inflexion de la politique économique française

Au niveau national, sur le terrain économique, il ne faut s'attendre à aucune inflexion. Le gouvernement a déjà utilisé ses cartouches pour tenter de reconquérir le vote populaire, celui qui est le plus sensible aux sirènes du Front National. Manuel Valls a en effet déjà annoncé avant le scrutin la réduction d'impôts sur le revenu pour quelque 3 millions de français, dont 1,8 million ne seront plus imposés. Et le ministre des Finances Michel Sapin a précisé que la mesure était pérenne au moins jusqu'en 2017. A l'exception de la baisse des cotisations sociales salariales pour les salariés percevant moins de 1,3 Smic, mesure prévue dans le pacte de responsabilité, il ne faut plus s'attendre à grand-chose d'autre, tant il y a un manque de grain à moudre. Au contraire, Front national ou pas, le gouvernement va être maintenant entièrement tourné vers sa politique de l'offre basée sur la baisse du coût du travail et de la fiscalité des entreprises. Sans parler des 50 milliards d'euros d'économies à trouver dans les dépenses. Il pourra arguer de son patriotisme économique - le récent décret Valls/ Montebourg élargissant les domaines où l'Etat a son mot à dire en cas de risque de reprise d'une entreprise française à un groupe étranger - pour marcher sur les plates bandes du FN.

## Ca va tanguer à l'UMP...

Au niveau purement politique, en revanche, le coup de tonnerre FN va propager une onde de choc à gauche comme à droite. Au sein de l'UMP, les différences entre les tendances pourraient bien s'exacerber. D'autant plus que le président du mouvement, Jean-François Copé se trouve affaibli par plusieurs « affaires » le concernant. Nombreux vont être les députés, notamment dans le Sud, se sentant menacés par un candidat frontiste lors des futures législatives de 2017, à enjoindre leurs dirigeants de passer un accord avec l'entourage de Marine Le Pen. L'idée étant de faire sauter les digues qui tiennent encore entre l'UMP et le parti d'extrême droite. Vieille antienne qui resurgit régulièrement. C'est le rêve Marine Le Pen, tout à sa stratégie de dé-diabolisation du Front National. Son modèle, c'est l'italien Gianfranco Fini qui a transformé au milieu des années 1990 le vieux parti fasciste italien, le MSI, en un parti plus présentable, l'Alliance Nationale, pour devenir vice-président du conseil du gouvernement de Silvio Berlusconi (avant de rompre avec ce dernier et de retomber dans l'oubli).

Mais, à l'inverse, d'autres tendances de l'UMP, regroupées derrière Alain Juppé ou Jean-Pierre Raffarin, vont se battre pour que les parois restent étanches avec le FN. Marine Le Pen, là aussi, s'en délecte d'avance, tablant sur un éclatement de l'UMP qui lui serait favorable et pourrait lui ouvrir un boulevard pour la présidentielle de 2017 où elle se voit au deuxième tour.... Comme son père en 2002. Pour éviter cela, Nicolas Sarkozy pourrait définitivement décider de son retour - si toutefois les hypothèques judiciaires sont levées - et "faire don de sa personne" à l'UMP pour faire barrage au FN...

... Et le FN va faire pression sur François Hollande pour obtenir la dissolution

Un scénario plausible qui inquiète énormément dans les rangs du PS où le bon score prévisible du Front National dimanche prochain est attendu. Avec un président au plus bas dans les sondages de popularité, le PS sait que la pression du Front National va devenir terrible en faveur d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Marine Le Pen va marteler ce message en permanence, espérant surfer sur son bon score à l'élection européenne. Comme elle ne se gênera pas de rappeler que le candidat François Hollande avait promis d'instituer une dose de proportionnelle dans l'élection des députés. Un mode de scrutin qui serait favorable au Front National. Quant à

François Hollande, au-delà de sa satisfaction de voir l'UMP tirillée par des mouvements contraires, il va avoir, plus que jamais, l'élection de 2017 en ligne de mire. Il sait que l'un des deux candidats « traditionnels » de gauche et de droite risque d'être absent au deuxième tour. Et sans résultats économiques probants, il sait qu'il pourrait bien être l'éliminé.

Les conséquences au niveau européen

Avec le score attendu du FN, il est certain que François Hollande va être un peu mal à l'aise lorsqu'il se présentera devant les autres dirigeants européens lors du premier Conseil européen post élections, les 26 et 27 juin prochains. Certes, l'image de la France, co-fondatrice de l'idée européenne, en pâtira. Mais il ne faut pas exagérer cet effet, car François Hollande ne sera pas seul dans ce cas. Les chefs de gouvernement britannique, grec et danois vont sans doute aussi arriver après une lourde défaite de leur camp et un parti eurosceptique en tête. En Italie, le parti de Matteo Renzi devrait arriver en tête, mais les Eurosceptiques de Beppe Grillo feront un score sans doute supérieur ou proche de celui du FN en France. Exactement, comme les nationalistes de gauche irlandais du Sinn Fein en Irlande ou le FPÖ autrichien.

Le renforcement de la "grande coalition"

En réalité, l'élection d'une quinzaine de députés FN au Parlement de Strasbourg ne changera pas grand-chose au fonctionnement de cette institution. Au contraire. Avec la poussée des Eurosceptiques, la seule majorité possible semble être la "grande coalition" entre le PPE (conservateur) et le PSE (socialiste). Jusqu'ici, l'un ou l'autre de ces partis pouvaient s'appuyer sur une alliance "de rechange" avec les Conservateurs britanniques, les Libéraux et les Verts. Désormais, cette alternative n'existera plus. C'est donc une grande alliance PSE-PPE qui dominera le parlement et devrait décider du prochain président de la Commission.

Un groupe d'extrême droite au Parlement européen

En revanche, au lieu de siéger chez les non-inscrits comme actuellement, les députés européens du parti de Marine Le Pen auront sans doute la possibilité de créer un groupe (il faut au moins 25 députés dans 7 pays) en s'alliant avec PVV néerlandais, le Vlaams Belang (Belgique), le FPÖ autrichien, les Démocrates de Suède, la Ligue du Nord et Fratelli d'Italia en Italie, le parti national slovaque (SNS), voire, s'ils ont des élus, le Parti populaire Roumain, et le Savez za

Hrvatsku (Croatie). Le scénario de rêve pour marine Le Pen, ce serait que, malgré leur victoire annoncée, le UKIP britannique ne puisse maintenir son groupe politique en raison de la défection de la Ligue italienne et de la disparition de certains de ses alliés est-européens. Pour le moment, le leader de l'UKIP Nigel Farage s'y refuse. Mais, nécessité peut faire loi... Le scénario noir serait que le FN doive s'allier pour former un groupe avec des "infréquentables" comme les néo-nazis hongrois du Jobbik ou grecs comme Aube Dorée.

La formation d'un groupe n'est pas anecdotique : elle garantit un financement, des places dans les commissions et un temps de parole plus important. Le pouvoir de nuisance du FN au parlement sera donc plus fort. Mais il ne dépassera pas celui du désagrément. En revanche, le FN pourrait bien utiliser le parlement européen comme une tribune permanente contre l'alliance entre conservateurs et socialistes et contre les politiques européennes. Une tribune qui sera utilisée dans le cadre national par la suite...

latribune.fr

## VII) S'il vous plaît, ne votez pas pour le Front National



Jacques Attali

Il n'est nullement dans mon intention de tenter ici de convaincre tous les nostalgiques de la collaboration, tous les antisémites patentés, tous les antimusulmans déclarés, ni tous ceux qui ne supportent pas de croiser un noir ou un jaune dans un hôpital ou dans une maternité, de ne pas voter

Front National. A ceux-là, je dis seulement que je les plains de ne pas connaître les joies de la découverte de la différence, le plaisir d'apprendre de cultures autres que la leur. Je suis même heureux qu'ils existent, parce qu'ils rappellent à ceux qui voudraient l'oublier que le Front National reste un parti accueillant avec sympathie tous les racistes et tous les ennemis de la démocratie.

Mon intention est, plus modestement, de m'adresser ici à ceux, qui, ayant jusqu'ici voté à droite ou à gauche, pour des partis dits « de gouvernement », s'apprêtent à voter Front National, pour l'un des 4 arguments suivants, répétés ad nauseam par les dirigeants et candidats de ce parti :

1/ « Les socialistes et l'UMP, c'est la même chose, et ils ont échoué ». Non, ces deux partis (auxquels il faut ajouter le centre et l'extrême-gauche, qui n'ont jamais été en situation de mettre en œuvre leurs programmes), ne proposent pas du tout la même politique aux Français. Les réformes fiscale et sociale actuelles, par exemple, sont violemment critiquées par l'UMP, qui s'est engagée à les remettre en cause.

2/ « On a tout essayé et cela ne marche pas ». Non, on n'a pas tout essayé, justement. En particulier, bien des réformes absolument vitales restent à faire : celles des collectivités territoriales, de la réduction des dépenses publiques, la TVA dite « sociale », la réforme de la formation professionnelle et de l'alternance, une audacieuse politique de l'intégration, une avancée fédérale en Europe ; et tant d'autres bouleversements, que les partis de gouvernement n'osent faire. Et qui ne sont pas non plus proposés par le Front National.

3/ « Je ne suis pas raciste, mais la cause de tous nos malheurs, c'est l'immigration. Elle explique l'insécurité et le chômage ». D'abord, c'est oublier que la plupart de ceux dont ils parlent ont la nationalité française, parfois depuis plusieurs générations. Et que, sauf à revenir aux lois de Vichy, personne ne peut la leur retirer. Ensuite parce que beaucoup de ces gens-là font justement les travaux que personne d'autre n'accepte. Ensuite aussi parce que, sans une immigration massive, il deviendra vite impossible de financer les retraites. Enfin, parce que le problème, réel, de l'intégrisme religieux serait aggravé par une opposition frontale avec ceux qui s'y réfugient, faute d'un espoir dans la laïcité. Le problème n'est donc pas l'immigration mais l'insuffisance

des moyens au service des quartiers et de l'insertion sociale, dans l'école et l'emploi.

4/ « L'euro est la cause de tous nos malheurs. Sans lui, il n'y aurait pas besoin de rigueur budgétaire et la croissance serait de retour ». C'est sûrement l'argument le plus absurde : si on revenait au franc, tous les comptes bancaires de chaque Français, tous les livrets d'épargne, seraient immédiatement renommés dans cette monnaie, qui serait sans attendre dévaluée face à l'euro. Voyant fondre la valeur de leurs dépôts, les épargnants demanderaient tout de suite à ouvrir un compte en euro, pour y remettre tous leurs avoirs, qui auraient déjà perdu une part de leur valeur. Le franc se dévaluerait alors plus encore. Le taux d'intérêt montera en flèche et les dettes ne pourront plus être finançables. L'abandon de l'euro c'est donc la certitude d'une dévalorisation massive du patrimoine des Français, même les plus modestes, plongeant le pays dans une dépression dont il ne se relèverait jamais. Il faut au contraire plus d'Europe, pour se protéger des excès de la mondialisation.

Vous qui, honnêtement, par désespoir, colère ou défi, vous apprêtez à voter Front National, pensez à ces arguments avant de le faire. Votez n'importe quoi d'autre s'il vous plaît. Blanc même. Mais épargnez au pays la honte d'avoir tourné le dos à toutes les valeurs qui font sa grandeur.

J@attali.com

lexpress.fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

**LAPRESSEENREVUE.EU**